



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme affrètement et transport**

PLATEFORME AFFRÈTEMENT ET TRANSPORT
DIVISION ACHATS
BUREAU AFFRÈTEMENT ET TRANSPORT n°1

Villacoublay, le 13/08/2025
N°346/ARM/SCA/PFAT/DHA/BAAT 1

*AFFAIRE SUIVIE PAR :
Adresse fonctionnelle*

Demande d'informations

Objet : Information sur une prestation de transport fluvial international d'un conteneur 20 pieds entre la Roumanie (Braila) et la France (Strasbourg).

Date de remise des réponses au plus tard : 15/09/2025 à 14h00

Publication : PLACE et portail www.achats.defense.gouv.fr

Les opérateurs économiques pourront répondre à tout ou partie du besoin décrit ci-après.

DEMANDE D'INFORMATIONS

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

PFAT	plateforme affrètement et transport
DA	division achats
DI	demande d'informations
MINARM	ministère des armées
SCA	service du commissariat des armées

1. OBJET DE LA DEMANDE D'INFORMATION

La présente « demande d'informations » (DI) a pour objectif principal de fournir à la Plate-forme affrètement et transport (PFAT) du service du commissariat des armées (SCA) des informations sur les capacités du marché fournisseur à assurer une prestation de transport fluvial international d'un conteneur 20 pieds entre la Roumanie (Braila) et la France (Strasbourg).

Il est à noter que cette DI ne constitue ni un acte d'achat, ni une consultation liée à un marché public, ni même une information sur un marché public à venir. Elle ne saurait constituer un quelconque engagement de l'administration à lancer ultérieurement une opération sur le même objet.

Réciproquement, les réponses à la DI ne constitueront pas des engagements contractuels ou précontractuels de la part de leurs auteurs. L'administration demande en effet *via* la présente demande d'information des avis des opérateurs économiques et non des offres.

Aucun opérateur répondant à cette DI ne peut prétendre à une rémunération ou indemnisation pour les réponses apportées.

Les opérateurs sont informés que leurs réponses peuvent être utilisées par l'administration pour préparer d'éventuelles consultations ultérieures. **Dans le cas où la réponse de l'opérateur comporterait des données sensibles, celles-ci doivent être dûment identifiées conformément aux dispositions de l'article 3.4 infra.**

Les réponses sont utilisées pour alimenter les bases de données fournisseur de la PFAT sur ce secteur. Elles ont vocation à être conservées et utilisées par la PFAT, en dehors de toute personne tiers.

Les opérateurs économiques peuvent répondre à tout ou partie du besoin décrit ci-après.

Dans l'hypothèse où ils répondraient sur l'ensemble du besoin, ils sont invités à préciser leur capacité à y répondre seul ou en partenariat, en indiquant si possible, et sans valeur contractuelle, les partenaires sur lesquels ils pourraient alors s'appuyer pour le satisfaire.

Les modalités de réponses à la DI sont définies au paragraphe 3.1 ci-après.

2. CONTEXTE

Le ministère des Armées envisage de réaliser un acheminement par voie fluviale d'un conteneur maritime 20 pieds, contenant une cargaison non sensible et non dangereuse et sans munitions, depuis le port fluvial de Braila (Roumanie) jusqu'au port de Strasbourg (France).

Conditions prévisionnelles :

Point de départ : Port fluvial de Braila (Roumanie, Est) – dépôt assuré par le MINARM ;

Période de départ : Semaine 47 ou 48 glissant S 49 ou 50 ;

Délai de livraison : Maximum 2 mois ;

Point d'arrivée : Port de Strasbourg (France) – enlèvement assuré par le MINARM.

3. MODALITÉS DE RÉPONSE

3.1 Présentation des réponses

Des réponses portant sur une partie de la demande peuvent être transmises.

Toute information complémentaire aux questions, notamment tirée de l'expérience d'opérations similaires, est la bienvenue.

Dans l'hypothèse où les opérateurs économiques ne couvrent pas seuls l'ensemble du besoin, il est demandé aux auteurs des réponses de réunir, dans la mesure du possible, les compétences permettant d'y répondre et, dans l'affirmative, de décrire succinctement l'organisation qui leur paraît appropriée.

Chaque entreprise fournissant une réponse est invitée à désigner nommément une personne qui sera le point de contact de l'entreprise auprès de la PFAT.

Les réponses seront transmises au plus tard pour le 15/09/2025 à 14h00 sur support numérique avec des fichiers lisibles par Microsoft Office version 2016 **préférentiellement via PLACE ou à défaut, par courriel à l'ensemble des points de contacts identifiés sur la page de garde du présent document.**

Les réponses sont attendues en français.

Les éventuelles questions et demandes de précisions doivent être transmises préférentiellement *via* PLACE ou à défaut, à l'adresse fonctionnelle citée *supra*. Les opérateurs économiques intéressés pour recevoir les éventuelles réponses apportées par le service à d'autres opérateurs, lorsque ces réponses sont de portée générale, sont invités à se signaler aux contacts listés *supra*.

3.2 Nommage utilisé pour les documents de nature électronique

Il est conseillé de nommer les fichiers transmis de la manière suivante :
date_protection_émetteur_titre.xxx.

Avec :

- **Date** : celle du document au format anglo-saxon soit par exemple le *15 septembre 2025* qui doit être transcrit dans le nommage sous la forme : 20250915 ;
- **Protection** : indiquer systématiquement la mention « NP » qui signifie « non protégé » ;
- **Émetteur** : désigne la personne morale ou physique à l'origine du document, à savoir l'acronyme usuel de l'entreprise ou son nom complet ;
- **Titre** : il s'agit de l'identification du document, sans utiliser le séparateur de champ « » (exemple : di-xxxx-réponse-yyy pour la DI n°XXXXXX et sa réponse n°YYY.) ;
- **Xxx** : extension utilisée (ex. : pdf, doc, ...).

Ci-après un exemple de nommage de document au format conseillé : 20250915_np_societe_reponse_di1.pdf

3.3 Exploitation des réponses

L'exploitation des réponses est réalisée par la PFAT et une équipe étatique composée principalement de représentants du ministère des armées.

3.4 Sécurité – Protection des Informations

La PFAT s'engage à ne communiquer les éléments de réponse fournis par chaque entreprise qu'au personnel étatique ayant besoin d'en connaître.

Par ailleurs, si l'entreprise souhaite communiquer à l'administration des informations confidentielles, celles-ci seront regroupées dans une annexe dûment identifiée. L'entreprise devra alors préciser la nature exacte de la restriction d'utilisation associée qu'elle souhaite voir appliquer par la PFAT. La PFAT s'engage à veiller alors à la protection de ces informations.

4. QUESTIONS

Si dans les questions infra, vous répondez par la négative, veuillez indiquer ce qui vous empêche de répondre par l'affirmative.

Si des estimations financières étaient fournies, elles seront accompagnées des hypothèses utilisées par l'opérateur économique pour leur élaboration.

4.1 Questions d'ordre technique

[Q1]	Quelles sont les solutions de transport fluvial ou multimodal que vous pouvez proposer entre la Roumanie et la France ? Ces solutions varient-elles selon le nombre de conteneurs à transporter et/ou selon la nature de la marchandise ?
[Q2]	Quels sont les points de chargement/déchargement possibles que vous recommandez (ports fluviaux, plateformes multimodales) ?
[Q3]	Un trajet en traction directe est-il possible ou des ruptures de charge seront nécessaires ? Si ruptures de charge quels endroits peuvent être envisagés ?
[Q4]	Quels types de conteneurs pouvez-vous prendre en charge ? (20D, 40D, 40HC, Reefer etc.)
[Q5]	Quel est le délai moyen estimé entre la prise en charge en Roumanie et la livraison en France ?
[Q6]	Quelle est la réglementation documentaire ? (formalités douanière, documentation spécifique etc.)
[Q7]	Quelle est votre capacité en terme de volume et de fréquence ?
[Q8]	Proposez-vous un suivi en temps réels des marchandises ?

4.2 Questions d'ordre financier

[Q9]	Pouvez-vous fournir une estimation financière pour un transport de conteneur 20 pieds sur la liaison Braila Roumanie – Strasbourg France ?
[Q10]	Quels sont les coûts supplémentaires à prendre en compte ? (taxe, variation de carburant etc.)

4.3 Questions d'ordre achats-responsable

La loi climat et résilience du 22 août 2021 instaure que les marchés et commandes publiques doivent répondre à objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale dès la phase de définition du besoin. Ces clauses peuvent s'appliquer à tout type de marché public (fournitures, travaux, services, prestations intellectuelles) et à tout montant. Elles doivent être en lien avec l'objet du marché.

4.3.1 Questions sur les clauses sociales

[Q11]	Avez-vous l'habitude de répondre à des clauses sociales dans les marchés publics (exemple : heure d'insertion) et/ou seriez-vous en mesure de le faire ?
--------------	--

4.3.2 Questions sur les clauses environnementales

[Q12]	Proposez-vous des solutions plus écologiques que le transport conventionnel ? (carburants alternatifs, barge à propulsion électrique etc.)
--------------	--

5. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

5.1 Identification de l'entreprise

Raison sociale :	
Adresse N° Rue : Localité : Code Postal : Pays :	Contact mandaté dans l'entreprise pour répondre à la PFAT Nom et Prénom : Fonction : Téléphone portable : Téléphone fixe : Courriel :

5.2 Classification

Petite et Moyenne Entreprise (PME) oui non

5.3 Chiffre d'affaires

Quels ont été vos chiffres d'affaires (CA), résultat net comptable (RNC), et effectifs moyens sur les 3 derniers exercices ?

Que représente le CA dans le domaine d'activité ?

Année	C.A. (en €)	Part du CA attribuée au ministère des armées / CA total de la société (en %)	Résultat Net comptable (RNC) (en €)	Effectifs moyens

5.4 Compétences et savoir faire

L'entreprise peut, à défaut de remplir cette partie, joindre une présentation plaquette de ses activités.

5.5 Références clients

Citez, si possible, vos principaux clients et précisez la part que chacun d'entre eux occupe dans votre chiffre d'affaires des deux dernières années.

Nom du client	Secteur industriel	Nombre d'années de relation avec le client	Part de CA du client dans le CA total (en %)

Citez vos éventuelles références avec le ministère des armées :

.....
.....
.....
.....
.....
.....